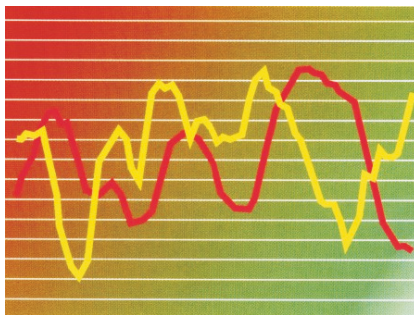


## POINT DE CONJONCTURE



OCTOBRE 2018

## Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent

La première moitié de l'année 2018 a été plus difficile que prévu pour l'économie française, qui a enchaîné deux trimestres de « trou d'air » à 0,2 % de croissance. Certes, ce ralentissement ne s'est pas limité à la France et ses facteurs internationaux sont connus, qu'il s'agisse de la remontée des prix du pétrole, de l'appréciation passée de l'euro, mais aussi plus globalement d'un contexte d'incertitude lié notamment aux tensions protectionnistes. Il reste que la croissance française s'est davantage tassée que celle de la zone euro dans son ensemble, dont l'activité a tout de même progressé de +0,4 % par trimestre.

Les explications de ce coup de frein sont donc en partie à chercher du côté de facteurs ponctuels et spécifiques à la France, en particulier au deuxième trimestre. La consommation des ménages a pâti des grèves dans les transports, de moindres besoins en énergie du fait d'un printemps précoce, mais aussi sans doute de la baisse du pouvoir d'achat enregistrée au trimestre précédent. L'amélioration des échanges extérieurs s'est par ailleurs fait attendre.

La seconde moitié de l'année s'inscrit dans un environnement international qui reste porteur mais incertain. Le taux de change de l'euro face au dollar s'est stabilisé pendant l'été, tout comme le prix du pétrole, qui est néanmoins reparti à la hausse en septembre. L'économie américaine continuerait de progresser à vive allure, soutenue par une politique budgétaire procyclique pouvant faire apparaître, à terme, des risques de surchauffe. Certains pays émergents (Turquie, Brésil, Russie) verraient en revanche leur activité pénalisée par les tensions financières, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire américaine.

Dans la zone euro, la baisse du climat des affaires, observée en début d'année, semble désormais endiguée. Les taux d'utilisation des capacités de production et les difficultés de recrutement restent élevés, en particulier en Allemagne, sans néanmoins qu'apparaissent à ce stade

de tensions inflationnistes marquées. La croissance resterait donc relativement solide dans l'ensemble de la zone euro, de l'ordre de 0,4 % par trimestre d'ici la fin de l'année, soit une progression de 2,0 % en moyenne annuelle, après +2,5 % en 2017.

L'économie française reprendrait du tonus en fin d'année : elle croîtrait à nouveau au même rythme que l'ensemble de la zone euro. Beaucoup d'ingrédients semblent en effet réunis pour contribuer à un retour à meilleure fortune au troisième trimestre. Aux pertes sèches essuyées par les services de transports avec les grèves, succéderait un contrecoup avec le retour à la normale de l'activité. Par ailleurs, les immatriculations d'automobiles ont bondi cet été. La consommation repartirait donc, tirée également, au dernier trimestre, par la vive progression du pouvoir d'achat attendue sous l'effet des baisses de cotisations salariales et de la réduction de la taxe d'habitation. L'investissement des entreprises resterait tonique ; celui des ménages demeurerait en revanche atone. Enfin, les exportations accéléreraient en fin d'année, sous l'effet du calendrier des livraisons aéronautiques.

L'ensemble de ces éléments porteraient la croissance du produit intérieur brut (PIB) français à +0,5 % au troisième trimestre puis +0,4 % au quatrième. La croissance annuelle atteindrait 1,6 %, après 2,3 % en 2017. L'économie française créerait environ 130 000 emplois en 2018 et le taux de chômage s'établirait à 8,9 % en fin d'année. Ce scénario n'est pas exempt de risques, surtout internationaux, qu'il s'agisse par exemple des conséquences des mesures protectionnistes sur le commerce mondial, des modalités du Brexit ou de la fragilité de certaines économies émergentes. En France, les enquêtes montrent que les ménages n'ont pas encore intégré dans leurs anticipations la hausse à venir de leur pouvoir d'achat : leur comportement de consommation pourrait donc surprendre, à la hausse comme à la baisse. ■

---

## Au deuxième trimestre 2018, les écarts de croissance se sont accentués entre les grands pays

*La croissance a été vigoureuse aux États-Unis, plus mitigée en Europe*

Au deuxième trimestre 2018, l'activité économique de la zone euro a gardé le même rythme qu'en début d'année (+0,4 %), alors qu'elle s'est raffermie dans la plupart des autres grandes économies avancées. Aux États-Unis en particulier, après un léger ralentissement au premier trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) a crû de 1,0 %, porté par la consommation et l'investissement privé qui ont profité du stimulus fiscal. Au Japon, la croissance (+0,7 %) a bénéficié d'un redémarrage de l'investissement et de la consommation. L'activité a également accéléré au Royaume-Uni (+0,4 %). En zone euro, si l'investissement des entreprises a été tonique en réponse aux tensions croissantes sur les moyens de production, la consommation des ménages est en revanche restée timide (+0,2 %). Le PIB a davantage progressé en Espagne (+0,6 %) et en Allemagne (+0,5 %) qu'en Italie (+0,2 %).

*Certaines économies émergentes sont entrées en zone de turbulences*

La Chine affiche une croissance à peine inférieure à celle de 2017. En revanche, les économies russe, brésilienne, argentine et turque ont été affectées par la dépréciation de leur monnaie et l'accroissement marqué de l'inflation, parfois dans un contexte de tensions diplomatiques avec les États-Unis ou d'incertitudes politiques.

*Le commerce mondial a ralenti au premier semestre 2018*

Malgré la bonne tenue de l'activité dans les économies avancées, le commerce mondial a ralenti au premier semestre 2018 et la demande mondiale adressée à la France n'a crû que de 0,5 % début 2018, puis de 0,7 % au deuxième trimestre, contre une moyenne de +1,5 % par trimestre en 2017.

---

## En France, l'activité économique a déçu au premier semestre 2018

En France, l'activité économique n'a pas plus progressé au deuxième trimestre 2018 (+0,2 %) qu'au premier. La consommation des ménages, déjà timide en hiver (+0,2 %) dans un contexte de baisse ponctuelle du pouvoir d'achat, s'est même repliée légèrement au printemps (-0,1 %) malgré le rebond de leur revenu : les grèves dans les transports ont en effet pesé sur la consommation et la douceur du printemps a par ailleurs amoindri les dépenses d'énergie. L'investissement des ménages a également marqué le pas au deuxième trimestre (-0,1 % après +0,3 %) suivant la baisse des mises en chantier observée depuis mi-2017. L'investissement des entreprises a, quant à lui, nettement rebondi au deuxième trimestre (+1,2 % après +0,1 %) du fait notamment d'un rattrapage de l'investissement en produits manufacturés, tandis que celui en services a encore crû fermement. Les exportations ne se sont quasiment pas redressées après leur repli du premier trimestre. Du côté de la production, l'activité manufacturière a stagné au deuxième trimestre après son repli de début d'année, malgré le niveau relativement élevé du climat des affaires dans l'industrie.

---

## Le prix du pétrole et le taux de change de l'euro face au dollar se sont quasiment stabilisés pendant l'été

*La remontée des taux directeurs américains a soutenu l'appréciation du dollar*

Aux États-Unis, le dynamisme de l'inflation (+2,7 % en août) et la faiblesse du taux de chômage (3,9 % en août) ont conforté la Réserve fédérale dans sa stratégie de relèvement progressif des taux directeurs américains, ce qui, conjugué au maintien programmé de ses taux par la Banque centrale européenne jusqu'à la mi-2019, a conduit à une appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro en début d'année. Depuis le printemps, le taux de change s'est quasiment stabilisé.

*Le prix du pétrole s'est stabilisé pendant l'été, mais est reparti à la hausse en septembre*

La demande mondiale de pétrole a été soutenue en particulier par la croissance asiatique. En outre, et dans un contexte de tensions géopolitiques notamment avec l'Iran, les difficultés de production au Venezuela ou en Libye n'ont été qu'en partie compensées par la hausse de la production des autres membres de l'OPEP, hausse qui a contribué à contenir les prix pendant l'été. Le cours du Brent est néanmoins reparti à la hausse en septembre et, au-delà des décisions de l'OPEP, son évolution dépendra aussi de celles des productions américaine et russe.

## Malgré les tensions protectionnistes, le commerce mondial retrouverait du dynamisme au second semestre 2018

*La croissance américaine serait de nouveau soutenue d'ici la fin de l'année*

Après son repli en début d'année, notamment dans la zone euro, le climat des affaires conserve un niveau élevé dans l'ensemble des économies avancées (*graphique 1*). L'activité aux États-Unis ralentirait un peu au second semestre, à +0,7 % par trimestre. Elle serait soutenue par la consommation des ménages et l'investissement des entreprises mais freinée par le commerce extérieur : les importations américaines, qui ont stagné au deuxième trimestre, rebondiraient au second semestre. Elles contribueraient ainsi au rebond du commerce mondial en cette fin d'année, sans qu'il retrouve toutefois la vigueur observée en 2017.

Au second semestre 2018, l'économie japonaise ne serait pas aussi allante qu'au printemps. Au Royaume-Uni, l'activité ralentirait en moyenne en 2018 dans l'attente de la finalisation d'un accord sur le Brexit.

*Les risques de change pèseraient sur l'activité de plusieurs économies émergentes*

Le ralentissement de l'activité économique chinoise devrait rester limité : si les exportations pourraient être affectées par une demande extérieure moins dynamique qu'en 2017, en raison notamment des tensions commerciales, l'investissement immobilier et la consommation des ménages devraient soutenir l'activité. L'économie des pays d'Europe centrale et orientale ne ralentirait quant à elle que modérément, suivant la dynamique de la zone euro. En revanche, la Turquie, le Brésil et la Russie verraient leur activité nettement plus pénalisée au second semestre par les tensions financières.

## La croissance de la zone euro serait inférieure à celle de 2017

*La croissance resterait plus modérée en Italie qu'en Allemagne et en Espagne*

Dans le prolongement du premier semestre 2018 marqué par le repli du climat des affaires, la croissance du PIB de la zone euro demeurerait plus modérée au second semestre (0,4 % par trimestre) qu'en 2017 (0,7 % par trimestre). Le PIB s'accroîtrait de 0,4 % à 0,5 % par trimestre en Allemagne et en Espagne, mais seulement de 0,1 % par trimestre en Italie.

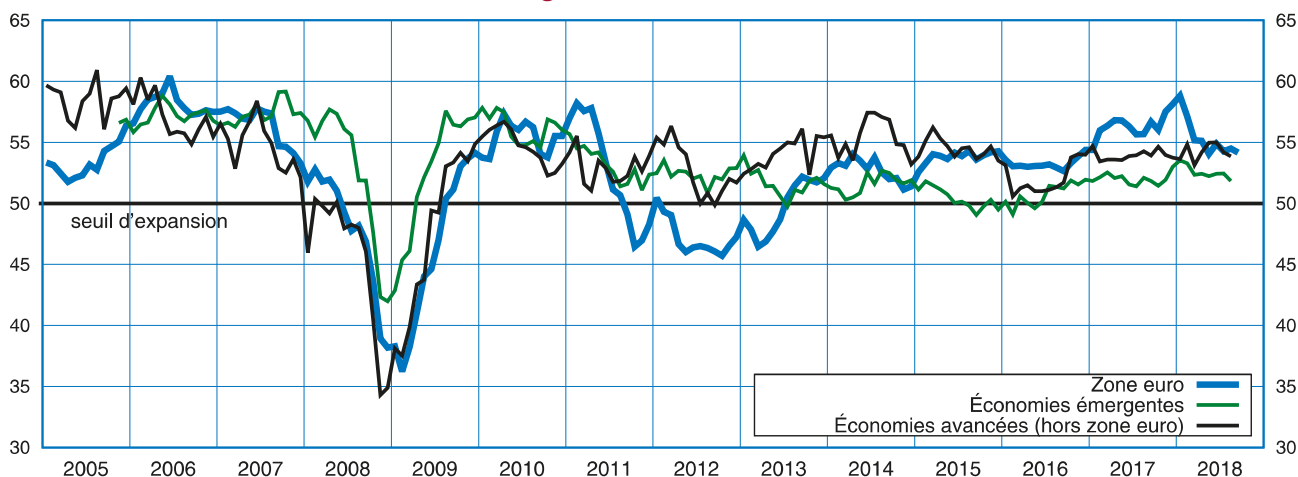
*La consommation bénéficierait du dynamisme des salaires*

La confiance des ménages demeurant à un haut niveau, la consommation en zone euro serait soutenue d'ici fin 2018. L'emploi progresserait de nouveau nettement. Malgré le retour d'une inflation un peu au-dessus de 2 % d'ici à la fin de l'année, la dynamique des salaires nominaux soutiendrait les gains de pouvoir d'achat des ménages.

*L'investissement des entreprises garderait de l'élan en réponse aux tensions sur l'offre*

Au second semestre 2018, l'investissement en construction ralentirait un peu en zone euro, le nombre de permis de construire n'augmentant plus depuis le début d'année. Dans un contexte de tensions croissantes sur l'appareil productif, l'investissement en équipement serait porté par les perspectives de demande et la situation financière favorable des entreprises.

### 1 – Au premier semestre 2018, les climats des affaires se sont repliés en zone euro et dans les économies émergentes, mais demeurent à des niveaux élevés



Source : PMI Markit

## Le commerce extérieur français retrouverait de la vigueur au deuxième semestre 2018

*Les exportations bénéficieraient d'importantes livraisons aéronautiques et navales*

Au premier semestre 2018, les exportations françaises ont stagné (+0,1 % au printemps après -0,4 %), après un dernier trimestre 2017 en vive progression, ce profil provenant notamment des livraisons de matériels de transport. À partir du troisième trimestre, les livraisons aéronautiques rattraperaient leur retard pris en début d'année et les exportations se redresseraient nettement (+0,8 % puis +1,8 %). Les importations, qui ont rebondi au deuxième trimestre (+0,7 %), tirées par les achats de produits manufacturés, croîtraient plus modérément au troisième trimestre (+0,5 %) avant d'accélérer à nouveau en fin d'année (+1,6 %).

*La contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait légèrement positive au deuxième semestre*

Au total en 2018, les exportations croîtraient un peu moins vite (+3,3 %) que la demande mondiale adressée à la France (+4,1 %) et qu'en 2017 (+5,3 %). Après avoir été négative au premier semestre 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance française serait légèrement positive au second semestre (+0,1 puis 0,0 point de PIB au dernier trimestre).

## La croissance française s'établirait à +1,6 % en 2018

*La baisse du climat des affaires semble endiguée*

En septembre 2018, le climat des affaires en France s'établit à 106, au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Il a cependant nettement baissé depuis décembre 2017 où il avait atteint à 111 son sommet depuis 10 ans. Durant les derniers mois, le moral des entrepreneurs s'est stabilisé dans les principaux secteurs malgré la baisse observée en septembre dans l'industrie et le commerce de détail (*graphique 2*).

*L'activité du troisième trimestre bénéficierait d'un sursaut provenant en particulier de l'industrie*

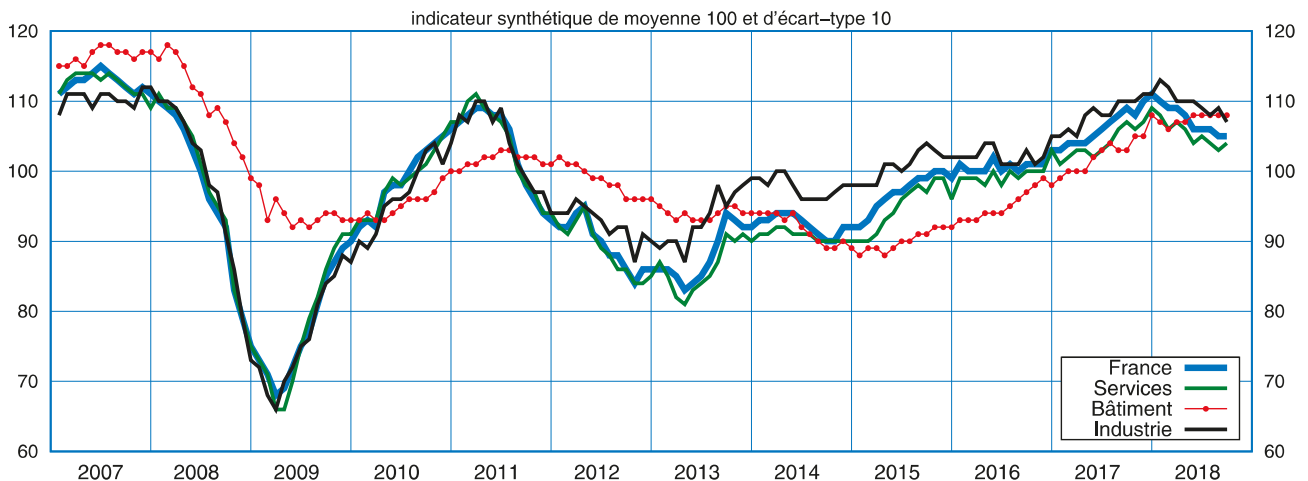
La croissance française du deuxième trimestre 2018 a été affectée par plusieurs facteurs ponctuels : les grèves dans les transports ont pesé sur la consommation des ménages et la production du secteur. L'arrêt pour maintenance de raffineries ainsi que la faible consommation d'énergie ont également modéré la production. Le retour à la normale dans les secteurs concernés au troisième trimestre jouerait en contrepartie positivement. La production manufacturière renouerait avec la croissance au second semestre après la baisse observée au premier. Enfin, la consommation des ménages bénéficierait de la vigueur retrouvée du pouvoir d'achat ainsi que, ponctuellement, du bond du nombre d'immatriculations durant l'été résultant de l'anticipation du changement de procédure d'homologation des véhicules neufs (WLTP). Au total, le PIB français progresserait de 0,5 % au troisième trimestre puis de 0,4 % à l'automne. L'économie française croîtrait ainsi de 1,6 % en 2018 après 2,3 % en 2017.

## Dans le sillage de l'activité, les créations d'emploi se poursuivraient sur un rythme plus modéré

*L'emploi marchand ralentirait en 2018*

Après 342 000 créations nettes en 2017, l'emploi total croîtrait de 129 000 en 2018, en lien avec le ralentissement de l'activité. Alors que l'intérim a perdu des emplois au deuxième trimestre, l'emploi dans les services conserverait un rythme de croissance moins dynamique qu'en 2017 et l'industrie continuerait de réduire ses effectifs d'ici la fin de l'année.

## 2 – En France, le climat des affaires a baissé depuis le début de l'année, mais reste à un niveau élevé



Source : Insee

*L'emploi non marchand a pâti de la baisse des emplois aidés en première moitié d'année*

*Le taux de chômage diminuerait d'ici la fin de l'année*

*L'inflation refluerait en dessous de 2 % avec la stabilisation des prix du pétrole, l'inflation sous-jacente resterait proche de 1 %*

*Les salaires nominaux accéléreraient en 2018*

*Le pouvoir d'achat progresserait vivement en fin d'année 2018*

*La consommation des ménages progresserait toutefois plus modérément que le pouvoir d'achat au dernier trimestre 2018*

Comme anticipé, l'emploi non marchand a baissé avec la diminution du nombre de bénéficiaires de contrats aidés au premier semestre. Au second semestre, cette diminution serait atténuée par la montée en charge graduelle du nouveau dispositif de contrats aidés « Parcours emploi compétences ».

Grâce au dynamisme de l'emploi, le taux de chômage suit une tendance à la baisse au rythme d'environ -0,1 point par trimestre. À l'horizon de la prévision, il poursuivrait cette tendance et atteindrait 8,9 % à l'automne.

### Les gains significatifs de pouvoir d'achat d'ici la fin de l'année conduiraient à une remontée de la consommation et du taux d'épargne des ménages

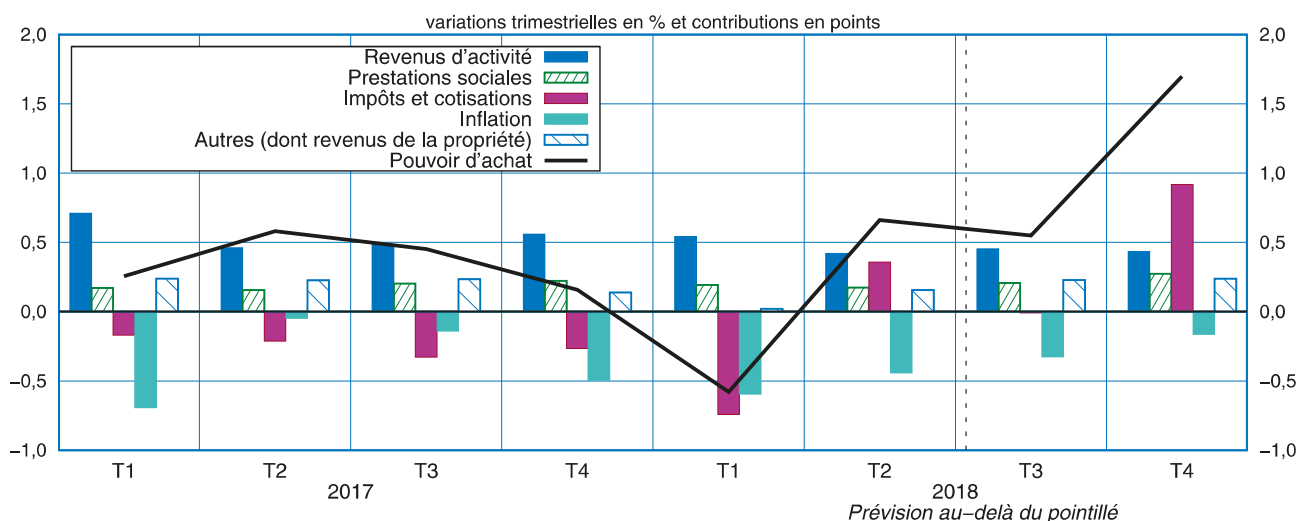
L'inflation a atteint +2,3 % en juillet et en août 2018 alors qu'elle n'était que de +0,9 % un an plus tôt. Cette accélération des prix à la consommation provient principalement du renchérissement des prix de l'énergie, du relèvement des prix du tabac et de l'inflation alimentaire. En revanche, durant la même période, l'inflation sous-jacente ne s'est accrue que d'un demi-point et demeurerait proche de +1,0 % jusqu'en décembre. Sous l'hypothèse d'une stabilisation du prix du Brent, l'énergie serait à l'origine du reflux de l'inflation d'ensemble, qui reviendrait à +1,8 % en décembre 2018.

Après avoir progressé de 1,7 % en 2017, les salaires nominaux par tête dans le secteur marchand non agricole accéléreraient en 2018 (+2,0 %), dans un contexte de fortes difficultés de recrutement. Compte tenu de l'inflation, la progression des salaires par tête dans le secteur marchand en termes réels s'établirait à +0,4 % en 2018 comme en 2017.

L'accélération des salaires compensant le freinage de l'emploi, la masse salariale demeurerait dynamique (+3,0 % en 2018 après +3,1 % en 2017) et le revenu disponible brut des ménages croîtrait de 2,9 % en 2018. Le regain d'inflation en 2018 conduirait toutefois à un léger ralentissement du pouvoir d'achat à +1,3 % en 2018, après +1,4 %. Au trimestre le trimestre, les fluctuations du pouvoir d'achat seraient de grande ampleur, avec une nette accélération en fin d'année (*graphique 3*) : le pouvoir d'achat croîtrait de 0,5 % au troisième trimestre puis de 1,7 % au quatrième, en raison de la suppression du reliquat de cotisations d'assurance chômage pour les salariés et de la réduction de la taxe d'habitation pour les ménages concernés.

Au premier semestre, les ménages ont en partie lissé les effets sur leur consommation des fortes fluctuations de leur pouvoir d'achat. Il en irait de même en fin d'année : le dynamisme des immatriculations, le retour à la normale dans les transports et plus généralement un certain rattrapage après l'atonie du début d'année conduiraient à un rebond de la consommation au troisième trimestre (+0,7 %). Celle-ci serait de nouveau soutenue au dernier trimestre (+0,5 %), dans des proportions moindres cependant que les gains de pouvoir d'achat. À la

### 3 – Le pouvoir d'achat accélérerait fortement en fin d'année 2018



baisse du taux d'épargne en début d'année, répondrait ainsi une vive hausse au dernier trimestre : ce taux s'établirait à 15,2 % en fin d'année, mais demeurerait en moyenne annuelle quasiment au même niveau en 2018 (14,3 %) qu'en 2017 (14,2 %).

### Alors que l'investissement des ménages stagne, celui des entreprises serait robuste

*Les mises en chantier de logements individuels se replient*

*L'investissement des entreprises continue d'augmenter de près de 1 % par trimestre*

Affecté par le repli des mises en chantier et par la stabilisation des transactions de logements anciens, l'investissement des ménages serait quasi stable d'ici la fin 2018 (0,0 % au troisième trimestre puis -0,1 % au quatrième) après deux années très dynamiques. Au total sur l'année 2018, l'investissement des ménages n'augmenterait que de 1,6 %, après +5,6 % en 2017.

L'investissement des entreprises en services reste particulièrement dynamique, tandis que l'investissement en produits manufacturés a retrouvé une croissance solide au deuxième trimestre après un repli ponctuel durant l'hiver. Les taux d'utilisation des capacités se sont nettement accrus l'an passé et se stabilisent en 2018 à des niveaux élevés ; les taux de marge et d'autofinancement se sont à peine réduits : d'ici la fin de l'année, l'investissement des entreprises progresserait de 0,9 % par trimestre, ce qui conduirait à une croissance de 3,6 % en 2018, après +4,4 % en 2017.

### Les incertitudes internationales s'accroissent

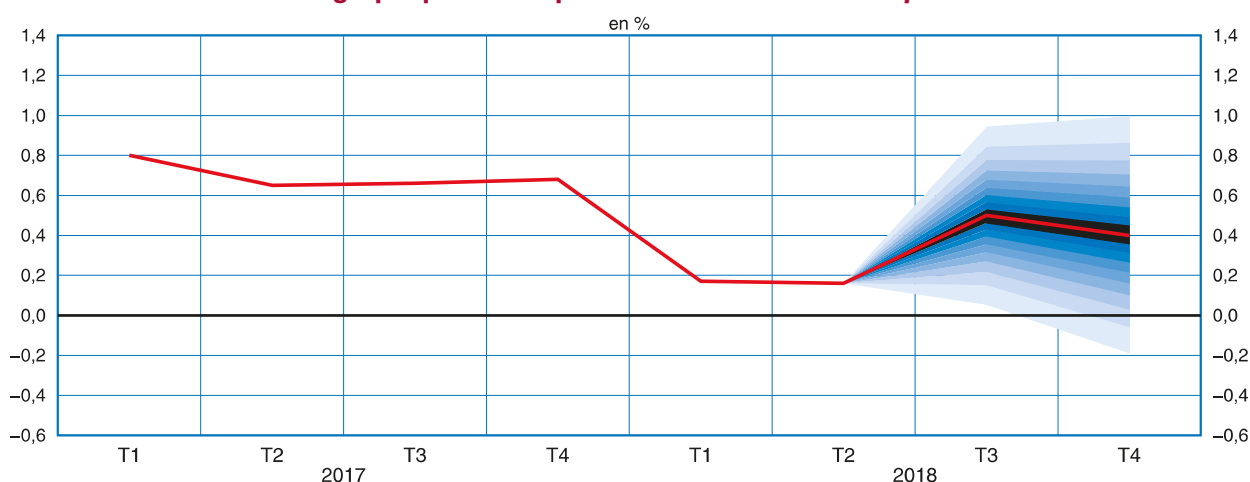
*Les incertitudes commerciales, financières et politiques persistent*

*Le soutien du pouvoir d'achat ne se traduit qu'en partie dans les dépenses des ménages*

Les incidences du relèvement des barrières douanières ont été limitées jusqu'à présent, mais les échanges mondiaux pourraient être plus nettement affectés si d'importantes mesures supplémentaires étaient mises en œuvre. Par ailleurs, les crises monétaires dans certains pays émergents font peser un risque plus général sur leur activité économique. Parmi eux, les plus endettés pourraient être en difficulté en cas de remontée sensible des taux d'intérêt ou de dépréciation de leur monnaie plus marquée face au dollar. Enfin, les aléas politiques persistent en Europe, qu'il s'agisse notamment des incertitudes sur les modalités du Brexit ou sur la politique économique italienne.

En fin d'année, les revenus des ménages seront soutenus en zone euro en raison de la bonne tenue des salaires et des revenus de la propriété, et particulièrement en France avec l'allègement programmé des cotisations sociales et de la taxe d'habitation. Mais les ménages ne semblent pas encore avoir intégré dans leurs anticipations la hausse à venir de leur pouvoir d'achat : leur comportement de consommation pourrait donc surprendre, à la hausse comme à la baisse. ■

## 4 - Le graphique des risques associés au Point de conjoncture



Lecture : le graphique des risques retrace, autour de la prévision centrale (en trait rouge), 90 % des scénarios probables. La première bande, la plus foncée, décrit les scénarios les plus probables autour du scénario central, l'ensemble de ces scénarios ayant une probabilité totale de 10 %. La deuxième, un peu moins foncée, se décline en deux sous-bandes immédiatement au-dessus et immédiatement en dessous de la bande centrale. Elle contient les scénarios qui suivent en termes de probabilité, de telle sorte que la probabilité totale des deux premières bandes atteigne 20 % ; et ainsi de suite, en allant du centre vers l'extérieur et de la bande la plus foncée à la bande la plus claire, jusqu'à atteindre 90 % (cf. la Note de conjoncture de l'Insee de juin 2008, pages 15 à 18).

On peut ainsi estimer que le premier résultat qui sera publié par les comptes trimestriels pour le troisième trimestre 2018 a 50 % de chances d'être compris entre 0,3 % (bas de la cinquième bande en partant du bas) et 0,7 % (limite supérieure de la cinquième bande en partant du haut) et 90 % de chances d'être compris entre 0,0 % et 0,9 %. Au quatrième trimestre 2018, l'intervalle de confiance à 90 % est [-0,2 % ; +1,0 %].

Source : Insee

# ANNEXE STATISTIQUE

## Biens et services : équilibre ressources–emplois aux prix de l'année précédente chaînés

niveaux (en milliards d'euros) et variations T/T-1 et N/N-1 (en %), données CJO–CVS

	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>549,0</b>	<b>547,7</b>	<b>548,8</b>	<b>552,1</b>	<b>556,5</b>	<b>560,1</b>	<b>563,8</b>	<b>567,6</b>	<b>568,6</b>	<b>569,5</b>	<b>572,3</b>	<b>574,6</b>	<b>2198</b>	<b>2248</b>	<b>2285</b>
en évolution	0,7	-0,2	0,2	0,6	0,8	0,6	0,7	0,7	0,2	0,2	0,5	0,4	1,1	2,3	1,6
Importations	180,0	177,6	181,9	183,2	186,8	186,0	189,6	190,2	189,0	190,4	191,3	194,3	722,6	752,5	765,0
en évolution	0,2	-1,3	2,4	0,7	2,0	-0,4	1,9	0,3	-0,6	0,7	0,5	1,6	3,1	4,1	1,7
Total des ressources	1168	1163	1170	1179	1191	1198	1209	1218	1218	1222	1229	1236	4680	4815	4905
en évolution	0,7	-0,4	0,6	0,7	1,0	0,6	0,9	0,8	0,0	0,3	0,6	0,6	1,7	2,9	1,9
Dépenses de consommation des ménages	289,2	290,5	290,0	292,2	292,3	293,3	294,5	295,1	295,8	295,6	297,7	299,0	1162	1175	1188
en évolution	1,2	0,4	-0,2	0,7	0,0	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1	0,7	0,5	2,0	1,1	1,1
Dépenses de consommation des administrations <sup>1</sup>	139,5	139,9	140,4	140,9	141,2	141,8	142,5	142,9	143,0	143,4	143,9	144,3	560,7	568,3	574,7
en évolution	0,4	0,3	0,4	0,4	0,2	0,4	0,5	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3	1,4	1,4	1,1
Dépenses individualisables des APU <sup>2</sup>	86,4	86,7	87,2	87,5	87,9	88,2	88,8	89,1	89,3	89,6	90,0	90,4	347,8	354,1	359,2
en évolution	0,6	0,3	0,5	0,4	0,5	0,3	0,7	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	1,7	1,8	1,4
Dépenses collectives des APU	45,7	45,8	45,8	46,0	45,8	46,0	46,2	46,2	46,2	46,2	46,3	46,3	183,2	184,2	184,9
en évolution	0,2	0,1	0,1	0,4	-0,4	0,6	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7	0,5	0,4
Formation brute de capital fixe (FBCF)	121,3	121,2	121,6	122,7	125,5	126,5	128,2	129,4	129,6	130,6	131,4	132,2	486,8	509,7	523,9
en évolution	1,1	-0,1	0,3	0,9	2,3	0,8	1,3	1,0	0,1	0,8	0,6	0,6	2,7	4,7	2,8
Entreprises non financières (ENF) <sup>3</sup>	68,9	68,4	68,3	68,7	70,6	70,8	72,0	72,9	73,0	73,9	74,6	75,2	274,3	286,3	296,6
en évolution	1,9	-0,6	-0,2	0,6	2,8	0,4	1,6	1,3	0,1	1,2	0,9	0,9	3,2	4,4	3,6
Ménages	27,3	27,5	27,9	28,3	28,8	29,2	29,5	29,7	29,8	29,8	29,8	29,8	111,0	117,2	119,1
en évolution	0,7	0,8	1,2	1,5	1,9	1,3	1,1	0,7	0,3	-0,1	0,0	-0,1	2,8	5,6	1,6
Administrations publiques	19,0	19,0	19,0	19,1	19,2	19,3	19,3	19,4	19,4	19,5	19,6	19,8	76,0	77,2	78,3
en évolution	-0,9	0,3	-0,1	0,5	0,5	0,6	0,3	0,3	0,1	0,5	0,5	0,8	0,1	1,6	1,4
Exportations	168,5	167,7	169,2	171,6	171,8	176,4	178,2	182,2	181,4	181,5	182,9	186,1	677,0	708,6	732,0
en évolution	0,4	-0,5	0,9	1,5	0,1	2,7	1,0	2,2	-0,4	0,1	0,8	1,8	1,5	4,7	3,3
<b>Contributions (en points de PIB)</b>															
Demande intérieure hors stocks <sup>4</sup>	1,0	0,3	0,1	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,2	0,2	0,6	0,5	2,0	2,0	1,5
Variations de stocks <sup>4</sup>	-0,4	-0,8	0,6	-0,3	0,8	-0,8	0,3	-0,3	-0,1	0,2	-0,2	-0,1	-0,4	0,2	-0,3
Commerce extérieur	0,1	0,3	-0,5	0,2	-0,6	1,0	-0,3	0,6	0,1	-0,2	0,1	0,0	-0,5	0,1	0,5

Prévision

## Produits manufacturés : équilibre ressources–emplois aux prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 et N/N-1 (en %), données CJO–CVS

	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Production branche	0,9	-0,4	0,5	0,6	0,4	0,8	0,7	1,4	-1,0	-0,1	0,9	0,4	1,6	2,4	1,1
Valeur ajoutée	0,6	-0,1	0,3	0,2	0,6	0,5	0,6	1,4	-0,8	0,1	0,6	0,4	1,4	2,0	1,1
Consommation intermédiaire	1,1	-0,6	0,6	0,8	0,3	0,9	0,8	1,4	-1,1	-0,1	1,1	0,4	1,7	2,6	1,2
Importations	0,8	-1,1	1,6	0,3	3,6	-0,9	3,5	0,0	-0,4	2,2	-0,2	2,0	4,2	5,5	3,2
Impôts nets des subventions	1,3	-0,6	0,2	0,9	0,8	0,1	0,1	-0,3	-0,4	0,3	0,6	0,5	1,8	1,5	0,1
Marges commerciales et de transport	0,8	-0,6	-0,3	1,0	1,1	1,2	0,8	0,9	0,2	0,2	0,6	0,5	1,2	3,1	2,1
Total des ressources	0,9	-0,6	0,6	0,6	1,4	0,3	1,4	0,8	-0,5	0,6	0,5	0,9	2,2	3,2	1,8
Emplois intermédiaires	1,4	0,2	0,4	0,9	0,9	0,7	0,9	1,3	-0,4	0,4	0,7	0,4	2,8	3,2	2,0
Dépenses de consommation des ménages	1,1	0,2	-0,5	1,3	0,4	0,4	0,5	0,0	-0,2	0,2	0,9	0,5	1,6	1,8	0,9
Dépenses individualisables des APU <sup>2</sup>	1,5	1,3	1,2	1,8	1,1	1,3	1,9	0,5	1,4	1,0	1,2	1,2	4,5	5,5	4,7
Formation brute de capital fixe (FBCF) <sup>3</sup>	3,6	-0,1	-1,8	0,2	3,0	0,1	1,7	1,8	-1,0	1,5	1,3	1,2	7,3	3,7	3,3
Entreprises non financières (ENF)	3,9	-1,1	-2,5	0,9	4,1	0,5	2,2	1,8	-1,4	1,8	1,3	1,0	5,4	5,2	3,5
Autres	1,7	6,4	2,6	-3,1	-3,1	-2,7	-1,9	1,6	1,6	0,0	1,2	2,5	20,2	-5,1	2,4
Contributions des variations de stocks <sup>4</sup> à la production manufacturière	-0,3	-1,9	0,8	-1,5	2,4	-2,2	1,2	-1,4	-0,1	0,9	-0,9	-0,3	-0,7	-0,2	-1,0
Exportations	-0,2	0,1	1,2	1,8	-0,9	3,4	1,1	3,0	-0,9	-0,3	1,2	2,4	1,9	5,0	3,7
Demande intérieure hors stocks <sup>4</sup>	1,5	0,2	-0,1	1,0	0,9	0,6	0,9	0,8	-0,3	0,4	0,8	0,5	2,8	2,8	1,8

Prévision

- Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
- Administrations publiques
- Y compris entreprises individuelles
- Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

## Situation des ménages

variations T/T-1 et N/N-1 et taux en %

	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Emploi total	43	65	75	35	98	100	41	102	46	11	34	39	218	342	129
Salariés du secteur marchand non agricole	43	45	55	38	86	93	48	108	43	26	34	33	180	335	136
Taux de chômage BIT France* (y compris DOM)	10,2	10,0	10,0	10,0	9,6	9,4	9,7	8,9	9,2	9,1	9,0	8,9	10,0	8,9	8,9
Indice des prix à la consommation**	-0,1	0,2	0,4	0,6	1,1	0,7	1,0	1,2	1,6	2,0	2,2	1,8	0,2	1,0	1,9
Inflation « sous-jacente »**	0,6	0,7	0,6	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,5	0,8
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)	0,6	0,1	0,7	0,0	0,2	0,6	0,5	0,2	-0,5	0,7	0,5	1,7	1,8	1,4	1,3
Taux d'épargne	14,0	13,7	14,5	13,9	14,0	14,2	14,3	14,3	13,7	14,3	14,1	15,2	14,0	14,2	14,3

Prévision

\* Pour les données annuelles, le taux de chômage correspond au taux de chômage du dernier trimestre de l'année.

\*\* Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre.

## Ratios des comptes des sociétés non financières

en %

	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (EBE/VA)*	32,5	31,8	31,6	31,5	31,7	32,0	32,1	32,0	32,0	31,5	31,5	31,7	31,8	32,0	31,7
Taux d'investissement (FBCF**/VA)	23,2	23,3	23,2	23,2	23,6	23,4	23,5	23,6	23,6	23,9	23,9	24,0	23,2	23,5	23,8
Taux d'autofinancement (Épargne/FBCF**)	96,6	91,5	90,7	91,2	94,9	96,5	97,7	94,4	96,5	93,8	92,6	90,6	92,5	95,9	93,4

Prévision

\* Excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée

\*\* Formation brute de capital fixe

## Environnement international

niveaux ; variations T/T-1 et N/N-1 en %

	2016				2017				2018				2016	2017	2018
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Change euro-dollar	1,10	1,13	1,12	1,08	1,06	1,10	1,17	1,18	1,23	1,19	1,16	1,15	1,11	1,13	1,18
Baril de Brent (en dollars)	34	46	47	51	55	51	52	62	67	74	75	75	44	55	73
<b>Commerce mondial</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,4</b>
Importations des économies avancées	0,3	0,7	1,1	1,0	1,8	1,2	0,8	1,8	0,5	0,6	1,2	1,0	2,7	5,1	3,8
Importations des économies émergentes	-2,4	2,8	0,6	1,7	0,9	2,0	1,6	2,6	2,9	1,9	1,1	1,0	0,5	6,2	8,6
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,3</b>	<b>4,1</b>
<b>Produit intérieur brut des économies avancées</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>
États-Unis	0,4	0,6	0,5	0,4	0,4	0,7	0,7	0,6	0,5	1,0	0,7	0,7	1,6	2,2	2,8
Japon	0,8	0,2	0,3	0,2	0,7	0,5	0,6	0,2	-0,2	0,7	0,2	0,2	1,0	1,7	1,1
Royaume-Uni	0,3	0,2	0,5	0,7	0,4	0,3	0,4	0,4	0,1	0,4	0,5	0,3	1,8	1,7	1,2
Zone euro	0,7	0,3	0,3	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	1,9	2,5	2,0
Allemagne	0,9	0,4	0,2	0,4	1,1	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	2,2	2,5	1,9
Espagne	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	3,3	3,1	2,6
Italie	0,2	0,1	0,2	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	1,0	1,6	1,0
Inflation de la zone euro*	0,1	-0,1	0,2	0,7	1,8	1,5	1,4	1,4	1,3	1,7	2,1	2,1	0,2	1,5	1,8
Taux de chômage de la zone euro au sens du Bureau international du travail	10,3	10,2	9,9	9,7	9,5	9,1	9,0	8,7	8,6	8,3	8,2	8,1	10,0	9,1	8,3

Prévision

\* Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre.

Document disponible sur le site web de l'Insee, <http://www.insee.fr>

Rédaction achevée le 1<sup>er</sup> octobre 2018

Rédacteurs : J. Pouget, F. Tallet

Sec. de rédaction : F. Hillaireau

Mise en page : S. Clément, N. Lépine

PTC 1810

ISSN : 1253-1316

Prix : 4,10 €

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Direction générale : 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 MONTROUGE Cedex – FRANCE

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier